

## LA CLOTURE de la session parlementaire aurait lieu le 23 décembre

Paris, 19 décembre. — On assure, dans les milieux parlementaires, que le gouvernement a l'intention de clore la session le 23 décembre, date à laquelle l'ensemble du budget pourrait être voté. Les Chambres seraient alors convoquées constitutionnellement pour le second mardi de janvier.

Mais avant de se séparer, les Chambres auraient à voter les deux douzièmes que le ministère des Finances doit leur présenter.

## UNE ASSEMBLÉE de l'« Action française », à Paris

### ELLE DEMANDE LA CONVOCATION DES ÉTATS-GÉNÉRAUX

La Ligue d'« Action française », qui a entrepris de créer un mouvement national pour la convocation des États-Généraux, avait organisé à cette intention une manifestation qui s'est déroulée hier soir à la salle Wagram, à Paris, où deux réunions ont été tenues en même temps.

Parmi les personnalités présentes, on remarque MM. de la Ferronnière, Le Cour Grandmaison, Ruelan, Ambroise Rendu-Joly, de Seynes, Le Febvre, députés. L'assistance aux deux réunions est évaluée par l'« Action française » à 20,000 personnes.

Tes discours ont été prononcés par MM. Bernard de Vesins qui a montré le but à atteindre: le salut de la patrie par le concours de toutes les énergies; M. de Ronx, qui a fait l'historique des États-Généraux; Maxime del Sarte, qui parle au nom des notables, dont il a défendu les droits.

M. Georges Valois a amplement exposé le programme de « reconstitution nationale » par les États-Généraux.

Selon l'« Action française », toutlement a fait malaise. La Chambre, qui comprend une grande majorité d'hommes de valeur, de patriotes, n'a pas étudié les problèmes posés par la paix et par l'état des finances françaises. C'est le défaut de l'institution, non des hommes. Pour redresser l'état, on propose la convocation des États-Généraux, en présentant à cette institution historique son sens, non sa forme. Ces États représenteront les familles, les provinces, les corporations nationales, techniques, ouvrières, les lettres, les arts, les cultes, les associations philanthropiques, etc.... Ils seraient un organe d'information; leur grand travail serait la coordination des forces nationales. M. Georges Valois a illustré sa thèse par des exemples relatifs aux réparations et aux finances.

M. Louis Dupont, député de Paris, a soutenu le point de vue. Faisait allusion à la possibilité pour deux ou trois de ses amis d'entrer au Gouvernement, il a indiqué quels seraient les mesures immédiatement prises: l'adoption de mesures de salut public; l'abstention de la part du Comptoir; l'application de la loi de la Ruhr.

Les assemblées ont décidé de mener une session immédiate pour la réunion des États-Généraux.

## M. Clemenceau arrivera au Havre mercredi matin

Paris, 19 décembre. — Depuis dimanche matin, la mer est très houleuse, mais M. Clemenceau a prévu mercredi et ne cesse de faire ses longues promenades journalières, au nom du gouvernement d'Angoulême.

Sa santé est toujours excellente. Il arrivera au Havre, mercredi matin à 9 h.

## LA LIMITATION DES ARMEMENTS NAVALS

La Chambre des députés américaine décide l'ouverture de négociations dans ce sens avec les puissances.

Washington, 19 décembre. — La Chambre des représentants a approuvé la demande faite par le Comité des crédits suivant la loi à la présidente des États-Unis devenu nécessaire de faire partie au Congrès, il a indiqué quelques-unes des mesures immédiatement prises: l'adoption de mesures de salut public; l'abstention de la part du Comptoir; l'application de la loi de la Ruhr.

Les assemblées ont décidé de mener une session immédiate pour la réunion des États-Généraux.

## A CONSTANTINOPLE

### Les visites diplomatiques d'Adnan-Bey

Constantinople, 19 décembre. — Adnan Bey, gouverneur civil de Constantinople, a rendu visite à toutes les missions étrangères, au nom du gouvernement d'Angoulême.

**Le gouvernement militaire de Constantinople**

Constantinople, 19 décembre. — Le général Selânikoglu Pacha, gouverneur militaire de Constantinople, est chargé de traiter toutes les questions militaires avec les généraux allemands.

**Refet-Bey va partir pour la Thrace**

Constantinople, 19 décembre. — Le général Refet Pacha partira incessamment pour Anatolie, en qualité de gouverneur général de la Thrace orientale.

**L'évacuation de l'Anatolie par les chrétiens**

Constantinople, 19 décembre. — Le décret pour l'évacuation de l'Anatolie par les chrétiens, qui avait été fixé à un mois, est venu à expiration.

Le gouvernement d'Angoulême a décidé de proroger ce délai indéfiniment.

### Le service de nuit du Mongy commencera le 1<sup>er</sup> janvier 1923

Nous avons annoncé dernièrement qu'il était question de rétablir le service de nuit du Louvre, à la demande de l'Assemblée nationale, la mer est très houleuse, mais M. Clemenceau a prévu mercredi et ne cesse de faire ses longues promenades journalières, au nom du gouvernement d'Angoulême.

**Le service de nuit du Mongy**

### commencera le 1<sup>er</sup> janvier 1923

Nous avons annoncé dernièrement qu'il était question de rétablir le service de nuit du Louvre, à la demande de l'Assemblée nationale, la mer est très houleuse, mais M. Clemenceau a prévu mercredi et ne cesse de faire ses longues promenades journalières, au nom du gouvernement d'Angoulême.

**Le Confiance des Alliés**

L'envoyé laissé à déclaré formellement aux experts russes qu'ils ne devaient pas compter sur quelque modification que ce soit. Les Russes refusent donc leur proposition d'accord et on pense qu'ils n'auront plus rien à faire à Lézignac après la dernière séance de la Commission qui aura lieu demain.

Les Turcs paraissent assez embarrassés. Ispahan-Pacha écoute-t-il les conseils des puissances ou ceux des Russes d'ici demain? C'est la question à laquelle les Turcs répondront eux-mêmes demain soir à 4 h.

Les Alliés gardent leur confiance dans la sagacité et la raison des négociateurs de la Turquie.

### Les derniers tramways pour Rombas et Tercroix partis de Lille entre 23 et 25 h.

La Compagnie espère pouvoir conserver un service de nuit toutes les voitures du service de jour.

**La Semaine de la Publicité à Paris**

### La deuxième séance

Paris, 19 décembre. — Aujourd'hui a eu lieu la deuxième séance de la Semaine de la Publicité, sous la présidence de M. Maillard, entouré des représentants de M. M. sous-secrétaire d'Etat à l'enseignement technique et aux postes, et de M. Donnecourt, délégué de l'Office du commerce extérieur.

M. Lachiusa a déclaré formellement que les décrets de l'Assemblée nationale, qui sont en cours d'exécution, ne devaient pas décliner la révolution dans les décrets de l'Assemblée nationale, au sujet du régime des décrets. La décision peut-être la plus importante de toute la révolution. La décision des grandes puissances est déjà connue. Pour bien marquer qu'elle est irréversible, les deux experts militaires britanniques ont quitté Lézignac ce soir.

**LES NOUVELLES PRÉTENSIONS  
TURQUES**

Pour répondre aux revendications turques, les Alliés ont contesté, par leur projet, une restriction de la liberté de commerce, puisqu'ils ont accepté une limitation au passage des navires de guerre dans les détroits. A cette concession, les Turcs répondent aujourd'hui par de nouvelles prépositions. Ils demandent un accès à la flotte turque présente dans les détroits, mais ne peuvent pas décliner la révolution dans les décrets.

Les Turcs paraissent assez embarrassés. Ispahan-Pacha écoute-t-il les conseils des puissances ou ceux des Russes d'ici demain?

Leur réponse de la Turquie est irréversible. Les deux experts militaires britanniques ont quitté Lézignac ce soir.

### LES RÉPARATIONS

La garantie de l'industrie allemande pour un emprunt apparaît douteuse

Berlin, 19 décembre. — Les délibérations se poursuivent assez péniblement entre le gouvernement et les représentants de l'industrie de la finance et des syndicats. La garantie de l'industrie pour un emprunt quelconque paraît de moins en moins certaine. Des représentants de la grande industrie rhénane et en particulier le groupe Stinnes, ne veulent rien faire ou une solution provisoire. On a l'impression que chacun des intéressés veut rejeter sur son homologue une partie de son sacrifice à consentir.

Les experts ont démontré que les préten-

tes turcs sont de nature à fermer les détroits aussi hermétiquement que le projet.

A signaler, parmi les autres préten-

tes turcs, celle de ne pas permettre aux ma-

îles grecques d'exercer leur droit de

la souveraineté dans les zones démilitarisées de

### La garantie de l'industrie allemande pour un emprunt apparaît douteuse

M. AUTRAND, ANCIEN PREFET DE LA SEINE, GRAND-OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR

Paris, 19 décembre. — M. Autrand, ancien préfet de la Seine, est élevé à la dignité de grand-officier de la Légion d'honneur.

Le signaler, parmi les autres préten-

tes turcs, celle de ne pas permettre aux ma-

îles grecques d'exercer leur droit de

la souveraineté dans les zones démilitarisées de

### La garantie de l'industrie allemande pour un emprunt apparaît douteuse

Berlin, 19 décembre. — Les délibérations se poursuivent assez péniblement entre le

gouvernement et les représentants de l'indus-

trie de la finance et des syndicats. La

garantie de l'industrie pour un emprunt quelconque paraît de moins en moins cer-

tainne. Des représentants de la grande indus-

trie rhénane et en particulier le groupe

Stinnes, ne veulent rien faire ou une solu-

tion provisoire. On a l'impression que chacun des intéressés veut rejeter sur son homologue une partie de son sacrifice à consentir.

### Autour du match Siki-Carpentier

L'enquête se poursuit

Paris, 19 décembre. — La Fédération fran-

çaise de boxe nous communiquera la note sui-

ante:

La commission d'enquête de la Fédéra-

tion française de boxe, dans sa séance de lundi, a en-

tendu M. Robert Coquelle organisateur du match

### La commission d'enquête de la Fédéra-

tion française de boxe, dans sa séance de lundi, a en-

tendu M. Robert Coquelle organisateur du match

### La commission d'enquête de la Fédéra-

tion française de boxe, dans sa séance de lundi, a en-

tendu M. Robert Coquelle organisateur du match

### La commission d'enquête de la Fédéra-

tion française de boxe, dans sa séance de lundi, a en-

tendu M. Robert Coquelle organisateur du match

### La commission d'enquête de la Fédéra-

tion française de boxe, dans sa séance de lundi, a en-

tendu M. Robert Coquelle organisateur du match

### La commission d'enquête de la Fédéra-

tion française de boxe, dans sa séance de lundi, a en-

tendu M. Robert Coquelle organisateur du match

### La commission d'enquête de la Fédéra-

tion française de boxe, dans sa séance de lundi, a en-

tendu M. Robert Coquelle organisateur du match

### La commission d'enquête de la Fédéra-

tion française de boxe, dans sa séance de lundi, a en-

tendu M. Robert Coquelle organisateur du match

### La commission d'enquête de la Fédéra-

tion française de boxe, dans sa séance de lundi, a en-

tendu M. Robert Coquelle organisateur du match

### La commission d'enquête de la Fédéra-

tion française de boxe, dans sa séance de lundi, a en-

tendu M. Robert Coquelle organisateur du match

### La commission d'enquête de la Fédéra-

tion française de boxe, dans sa séance de lundi, a en-

tendu M. Robert Coquelle organisateur du match

### La commission d'enquête de la Fédéra-

tion française de boxe, dans sa séance de lundi, a en-

tendu M. Robert Coquelle organisateur du match

### La commission d'enquête de la Fédéra-

tion française de boxe, dans sa séance de lundi, a en-

tendu M. Robert Coquelle organisateur du match

### La commission d'enquête de la Fédéra-

tion française de boxe, dans sa séance de lundi, a en-

tendu M. Robert Coquelle organisateur du match

### La commission d'enquête de la Fédéra-

tion française de boxe, dans sa séance de lundi, a en-

tendu M. Robert Coquelle organisateur du match

### La commission d'enquête de la F